



fédéralisme
formation
jeunesse
représentation
international
innovation sociale

DOSSIER DE PRESSE

Élections 2022 :

Vers une

JEUNESSE

oubliée ?

ENQUÊTE FAGE - IPSOS

79 rue Perier - 92120 Montrouge
Tél. +33 1 40 33 70 70 - contact@fage.org

Organisation étudiante représentative membre du CNESER et du CNOUS
Association agréée de jeunesse et d'éducation populaire, membre de l'ESU et du CNAJEP

www.fage.org



ÉDITO **P.03**

**Une jeunesse précaire, fragilisée
par la crise sanitaire & économique** **P.04**

**Une jeunesse avec des
préoccupations distinctes et
clairement identifiées** **P.08**

**Une jeunesse prête à se faire
entendre en 2022** **P.13**

Conclusion **P.16**

À propos de la FAGE **P.17**

A quelques semaines du premier tour de l'élection présidentielle, les sondages tentant d'identifier les profils politiques de la jeunesse se multiplient. **Souvent réduits à l'état de simples statistiques**, derrière les chiffres de ces enquêtes qui foisonnent se trouvent **des dizaines de milliers de jeunes dont le quotidien déjà incertain a été d'autant plus bouleversé avec la crise sanitaire**. L'impossibilité de pourvoir un emploi, d'accéder à des soins, l'isolement social, le décrochage, mais également le décalage entre les mesures prises et les besoins réels des jeunes, nourrissent l'incertitude et le désarroi de toute une génération.

A l'approche de ce moment décisif pour le renouveau du paysage politique français, c'est aujourd'hui **8 jeunes sur 10 qui se disent prêt·e·s à aller voter**. Pourtant, ces dernier·ère·s et leurs aspirations sont aujourd'hui délaissé·e·s, mis·e·s de côté, tant sur le plan social que politique puisque **plus d'un jeune sur deux (57%) estime que ses préoccupations ne sont pas prises en compte dans la campagne actuelle**.

Au travers de cette enquête, **la FAGE donne la parole aux jeunes** pour qu'ils et elles puissent s'exprimer sur **leur situation, les sujets qui les préoccupent** et qui seront prioritaires dans leurs considérations politiques à venir, mais aussi plus largement sur leur **perception de la démocratie, des institutions et de la place qu'ils et elles y occupent**.

Les jeunes sont particulièrement observés, compte tenu du **poids de leurs voix et de leur impact considérable dans l'élection à venir, mais ne sont pas réellement entendus et écoutés**. Les préoccupations des jeunes devraient, et doivent figurer au cœur des programmes des candidat.e.s qui aspirent à la présidence de la République. Il est en effet impensable de se projeter dans l'avenir du pays sans considérer celles et ceux qui le porteront.

Paul Mayaux,
Président de la FAGE



I. UNE JEUNESSE PRÉCAIRE, FRAGILISÉE PAR LA CRISE SANITAIRE & ÉCONOMIQUE

La crise sanitaire liée à la Covid-19, rapidement devenue économique et sociale, a profondément impacté les jeunes. Qu'ils et elles soient jeunes actif·ve·s, étudiant·e·s ou en recherche d'emploi, c'est près de **trois quarts (72%) d'entre elles et eux qui déclaraient avoir rencontré des difficultés financières l'année passée.** (IPSOS – FAGE 2021).



Pour cause, une augmentation franche du coût de la vie est observée avec une inflation grandissante d'année en année, et qui devrait atteindre 3 à 3,5% d'ici juin 2022, un taux record depuis une trentaine d'années, combiné à insertion professionnelle difficile en cette période de crise sanitaire. En parallèle, pour les étudiant·e·s, le montant des bourses sur critères sociaux quant à lui n'a connu qu'une très faible hausse de 0,9% l'année passée, soit presque deux fois moins que l'inflation sur cette même année (1.6%), largement insuffisante pour couvrir des dépenses déjà bien trop importantes en comparaison au montant de ces aides.

Les conséquences se font fortement ressentir puisque concernant l'alimentation, c'est **plus d'1 jeune sur 2 qui rencontre des difficultés pour se procurer une alimentation saine et équilibrée**, soit 11 points de plus en dix ans. Le logement n'est pas sans reste : premier vecteur d'accès à l'autonomie des jeunes, il constitue également leur premier poste de dépense et c'est aujourd'hui **1 jeune sur deux qui déclare avoir des difficultés concernant le paiement de son loyer ou les charges de son logement.**



La santé mentale des jeunes est également en sérieux déclin. En effet, **60% des jeunes se sentent épuisé·e·s, 58% sont nerveux·ses** et 20% d'entre elles et eux cumulent ces ressentis avec de l'anxiété, de l'irritabilité et de la tristesse.

Dans son enquête IPSOS de 2021, la FAGE mettait déjà en avant la détérioration de la santé des jeunes. Trois quarts d'entre elles et eux se déclaraient en effet avoir été affecté·e·s au niveau psychologique, affectif ou physique lors de la crise sanitaire. Plus du quart d'entre elles et eux (27%) déclaraient également avoir eu des pensées suicidaires.

¹ Étude réalisée selon le même protocole méthodologique du 6 au 12 janvier 2012 auprès de 800 personnes âgées de 18 à 30 ans.

² Étude réalisée du 22 au 25 mars 2021 auprès de 1000 personnes âgées de 18 à 25 ans, constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de cette tranche d'âge.

“

Le confinement, ça a été **très compliqué pour moi**. C'était ma première année d'études, j'étais seul dans mon appartement loin de ma famille, à devoir essayer de bosser devant un écran, je ressentais **beaucoup de pression aussi**. J'avais envie de rien, j'arrivais à rien. Dès que j'ouvrais un cours je me mettais à pleurer et **j'ai fini par faire des crises d'angoisse**. Je suis aujourd'hui suivi et la vie reprend son cours, mais ça reste compliqué, je continue à faire des crises d'angoisse parfois. **C'est compliqué de se construire dans un monde en pause**.

Nathan, 20 ans, volontaire en service civique à Bordeaux

”

En 2022, **46% des jeunes déclarent avoir des difficultés à payer pour certains actes médicaux**, soit 8 points de plus que l'année passée. L'accès aux soins demeure une grande difficulté et ne cesse par ailleurs d'augmenter.

ZOOM : Projet AGORAé

Depuis 2011, pour tenter de répondre partiellement à une précarité étudiante en forte hausse, la FAGE met en place **directement sur les campus des épiceries sociales et solidaires**, les **AGORAé**, qui permettent aux étudiant·e-s en situation de précarité de bénéficier de produits alimentaires, d'hygiène et d'entretien à moindre coût.

10 ans après la mise en place du projet, **ce sont aujourd'hui 32 AGORAé qui sont ouvertes sur tout le territoire français**, preuve de l'amplification de cette précarité devenue misère pour de nombreuses et nombreux étudiant·e-s, et ce malgré les alertes constantes de la FAGE. Plus encore, en l'espace de quelques mois aux prémices de l'épidémie, **ce sont plus de 275000 paniers alimentaires ayant été distribués**, et ce sont plus de bénéficiaires qui ont été accueilli·e-s dans les AGORAé lors des trois premiers mois de la crise que depuis leur création il y a 10 ans.

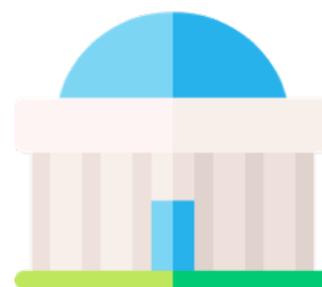




En somme, les indicateurs du niveau de vie des jeunes sont globalement en baisse ces dernières années. La FAGE interpelle au quotidien les pouvoirs publics et décideurs politiques sur l'urgence d'agir pour que la jeunesse ne soit pas une génération sacrifiée.

Cependant, malgré ces difficultés, les jeunes gardent confiance en elles et eux, 76% se déclarent optimistes quant à leur propre avenir

Si la jeunesse se montre plutôt optimiste envers son propre avenir, cela contraste fortement avec la vision qu'elle a de la société française puisque **seulement 44% des jeunes sont optimistes vis-à-vis de celle-ci**. Comme le rapporte Anne Muxel dans son livre politiquement jeune, les jeunes n'ont pas confiance en les institutions pour leur offrir une meilleure vie que celle de leurs parents mais ont confiance en elles et eux pour mieux s'en sortir que leur voisin-e, il y a donc une sorte de pessimisme vertical mais un optimisme horizontal dans la jeunesse du pays.



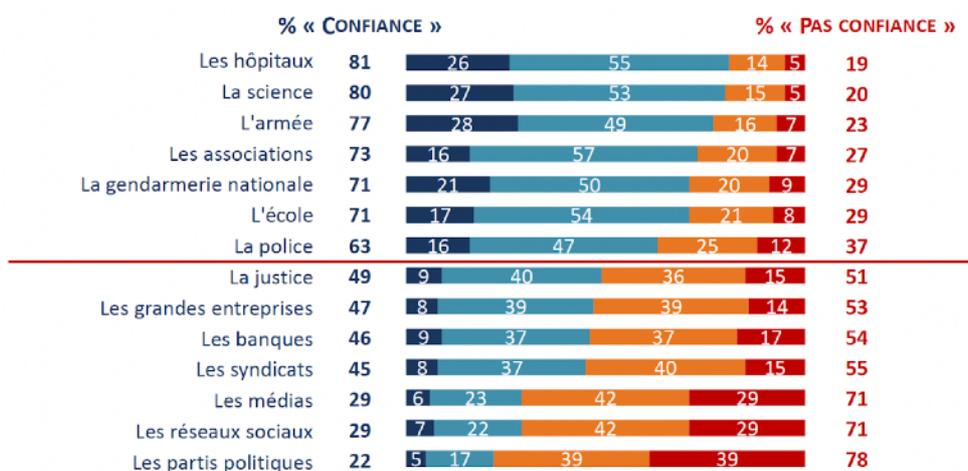
La crainte des jeunes et leur méfiance se répandent comme une trainée de poudre dans les différents pans de la société. **C'est alors plus d'un tiers des jeunes qui juge à ce jour que la société française est trop malhonnête (38%), trop inégalitaire (37%) et trop centrée sur l'argent (32%).**

Aujourd'hui les jeunes sont catégorisé-e-s comme un problème à résoudre plus que comme une vraie partie de la population. On dresse souvent le portrait d'une jeunesse qui ne s'engage pas, qui se morfond sur son sort. Pourtant il est important de rappeler que la condition réservée à la jeunesse dans son ensemble est celle du chômage et de la précarité. Cette jeunesse s'engage comme aucune autre partie de la population. Durant la crise sanitaire les jeunes ont fait preuve d'une grande solidarité à l'égard des autres en respectant les consignes sanitaires mais aussi via les distributions alimentaires pour faire face à la précarité se faisant sévèrement ressentir. Cet engagement générationnel est un exemple fort qui témoigne que la jeunesse est combative et prête à s'investir dans des causes qui lui semblent nobles.

Concernant la confiance dans les corps intermédiaires et dans la société civile, les jeunes accordent globalement leur confiance dans les institutions publiques tels que les hôpitaux, l'école, mais restent à l'inverse méfiants envers les organismes privés comme les grandes entreprises ou encore les banques.

NIVEAU DE CONFIANCE DANS LES CORPS INTERMÉDIAIRES ET LES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE.

« Diriez-vous que vous avez confiance ou non dans chacune des organisations suivantes ? »



En %

BASE : ENSEMBLE N = 2007

17

Ipsos

Bien que le contexte politique et médiatique perpétue un cycle riche et intense d'actualités et d'informations incessantes, l'esprit critique des jeunes demeure. Ce flot de sources diverses et variées qui peine à apporter aux jeunes une réponse claire et vérifiée provoque chez **71% d'entre elles et eux une méfiance forte envers les médias et réseaux sociaux.**

Avec de telles difficultés, et sans mesures fortes et structurelles prises par le gouvernement pour lutter contre ces dernières, **la méfiance actuelle de la jeunesse envers les partis politiques pour 78%** d'entre elles et eux n'est pas surprenante.



II. UNE JEUNESSE AVEC DES PRÉOCCUPATIONS DISTINCTES ET CLAIREMENT IDENTIFIÉES

Si les préoccupations liées au pouvoir d'achat sont largement partagées par l'ensemble des françaises et des français, **33% des jeunes estiment qu'il s'agit d'une de leurs principales inquiétudes.**

Cette priorité s'explique par sa corrélation directe et concrète à la précarité souvent devenue pauvreté que connaissent un grand nombre de jeunes. Un·e jeune sur cinq estime que la crise économique et financière est sa principale préoccupation actuelle, à juste titre puisque celle-ci a considérablement exacerbé leurs difficultés quotidiennes, qu'elles soient financières, professionnelles, sociales, mentales.

Il est vital que les candidat·e·s qui aspirent à la présidence de la République proposent des solutions effectives et durables dans l'objectif de permettre à chaque jeune de vivre dignement.

“

*C'est difficile quand on doit **faire le choix entre un paquet de serviettes et un paquet de pâtes**. Alors forcément, les sorties c'est pas possible non plus, **je me sens seule car j'ai les moyens de rien faire**. Parfois je me dis que ça vaut pas le coup, que j'ai envie de tout abandonner. Je ne souhaite ça à personne*

Lucie, 25 ans, étudiante en soins infirmiers à Rennes

”

ZOOM : Le pouvoir d'achat des étudiant·e·s

C'est en ce sens qu'il est nécessaire d'assurer une **réforme profonde du système de bourses sur critères sociaux** afin d'en faire enfin un véritable filet de sécurité pour l'ensemble des étudiant·e·s en ayant besoin. Il est primordial et urgent de réformer le mode de calcul de celles-ci afin d'y prévoir une augmentation du nombre de boursier·ère·s pour que **chaque étudiant·e en ayant le besoin puisse y bénéficier**. Abolir les effets de seuil, au profit d'une linéarisation par un système de jauge, permettra de réellement s'adapter aux situations propres des étudiant·e·s. Cette mesure promise au début du

quinquennat et annoncée à plusieurs reprises n'a malheureusement connu aucune avancée.

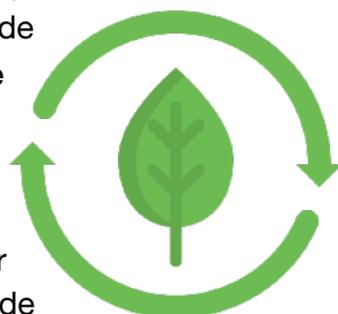
Au-delà de l'attribution des bourses, la France ne peut faire l'économie de **penser un système d'aides sociales de manière plus large** (bourses sur critères sociaux, aides au logement). **La FAGE demande également la mise en place d'un guichet unique** géré par le réseau des œuvres, interlocuteur social privilégié du public étudiant.

ZOOM : Le logement

Aujourd'hui, **le logement représente la principale préoccupation pour 12% des jeunes**. Les difficultés d'accès au logement incarnent également un réel frein à l'autonomie, la poursuite d'études et l'insertion sociale et professionnelle. Les récentes enquêtes telles que le Rapport du mal logement en France 2022 de la fondation Abbé Pierre viennent renforcer à nouveau ce constat qui touche des millions de jeunes.

La FAGE demande une politique ambitieuse de construction de logements étudiant·e·s, qui associée au déploiement de l'encadrement des loyers généralisé, à une ouverture facilitée au parc HLM et à un accès facilité au bail locatif, sont des mesures d'urgence indispensables pour faciliter l'accès à un logement digne pour chaque jeune.

Malgré les difficultés que connaissent les jeunes sur des aspects sociaux et économiques, ces dernier·ère·s accordent une grande importance au climat et à l'environnement et **près d'un tiers d'entre elles et eux (32%) estiment qu'il s'agit de leur principale préoccupation**. C'est un constat qui s'observe notamment par les diverses mobilisations de la jeunesse face aux enjeux climatiques, par la diversification des actions militantes au sein des associations ou par des marches pour le climat, la plus récente lors de la conférence de Glasgow en novembre dernier où des milliers de jeunes ont défilé dans les grandes villes mondiales exigeant la justice climatique.





A ce jour, **plus de 8 jeunes sur 10** pensent que si les choses continuent sur le même rythme, les catastrophes écologiques vont se multiplier et affirment ainsi que revoir **complètement notre système économique et social est nécessaire** afin de résoudre cette crise. Les jeunes appellent en effet des changements structurels et profonds pour répondre à la hauteur des enjeux de leur générations et des suivantes. Une large majorité des jeunes (73%) sont prêt·e·s à renoncer à une partie de leur confort matériel pour empêcher la disparition des espèces en danger. C'est donc à la fois par un investissement collectif et individuel en faveur de l'écologie que les jeunes veulent interpeller les pouvoirs publics.

En tant qu'organisation représentative, la FAGE exige une réelle ambition pour répondre à l'urgence de la situation : les jeunes sont les premier·ère·s concerné·e·s en tant qu'héritier·ère·s des décisions du passé qui devront être assumées par les générations futures. Afin de relever collectivement ce défi qu'est l'urgence climatique, il est impératif de **former l'ensemble de la population à ces enjeux de transition écologique**. Pour cela, la FAGE demande la création d'un socle de connaissances et de compétences commun durant les 2 premières années d'études supérieures, permettant à chacun·e de disposer des outils et acquis nécessaires. Le parcours éducatif permettant l'apprentissage de ces dernier·ère·s doit se faire de manière cohérente et ce, dès le plus jeune âge.

La volonté de changement doit être franche et les mesures strictes pour agir véritablement face à l'urgence climatique.

Définies comme des différences dans l'accès à des ressources sociales rares et valorisées, les inégalités sociales sont reconnues par la jeunesse française comme vectrices de précarité et d'instabilité en France. **Ainsi, 28% des jeunes estiment que ces inégalités sociales font partie de leurs principales préoccupations actuelles.** Ces inégalités revêtent différentes formes et touchent plusieurs aspects de la vie quotidienne comme l'accès à l'enseignement supérieur, au logement, à la santé ou encore à l'emploi. Ainsi, 82% des jeunes interrogés pensent que l'Etat devrait faire plus pour lutter contre les inégalités.

La lutte contre les inégalités sociales commence alors par une égalité d'accès à l'information afin de jouir au mieux de ses droits. Il est nécessaire que les droits sociaux soient connus de chacun.

La FAGE revendique également la construction de politiques d'orientation ambitieuses afin de pouvoir lever les inégalités inhérentes à l'origine sociale des étudiant-e-s. L'orientation d'un-e jeune est la clé de la construction de son avenir, et il est impératif de lui donner les moyens de tendre à une insertion au sein du monde du travail qui puisse correspondre à ses aspirations.

De plus, l'enseignement supérieur, comme le primaire et le secondaire, est empreint de mécanismes véhiculant toute forme de discriminations : racisme, antisémitisme, LGBTphobies, violences sexistes et sexuelles sont autant d'immondices auxquelles sont confronté-e-s des milliers des jeunes. La FAGE revendique que des politiques publiques fortes en matière d'éducation soient repensées pour permettre d'endiguer ces phénomènes dès le plus jeune âge, afin qu'aucune discrimination ne puisse continuer à être tolérée.

La lutte contre les inégalités sociales revêt ainsi diverses formes et doit se faire en profondeur, sur des aspects inhérents au pouvoir d'achat comme à l'orientation ou encore la lutte contre les discriminations. La FAGE milite au quotidien en faveur d'un enseignement plus juste, plus inclusif, plus durable permettant à chaque jeune de pouvoir s'émanciper.

ZOOM : Enseignement Supérieur et Recherche

Aujourd'hui, 62% des jeunes, et 75% des étudiant-e-s, estiment que l'enseignement supérieur et la recherche n'est pas assez pris en compte dans le débat public.

Peu présente dans les débats, la question du financement de l'enseignement supérieur est pourtant primordiale pour le pays. Manque de financement et taux d'encadrement en chute libre, nombre insuffisant de places dans les formations ou encore augmentation des droits d'inscription pour les étudiant-e-s extra communautaires : les étudiant-e-s font les frais d'une université en crise.

L'enseignement supérieur doit être un vecteur d'émancipation de la jeunesse en France, et la qualification, le premier rempart contre le chômage. **L'Etat doit ainsi garantir un espace accessible à toutes et à tous, ouvert et gratuit.** Pour assurer la formation efficiente des jeunes, la FAGE demande un investissement public massif, atteignant 3% du PIB comme préconisé par les normes internationales. L'enseignement supérieur de demain doit également assurer la professionnalisation des formations et l'évolution du système d'orientation.



ZOOM : Et la santé des jeunes ?

Si la santé n'apparaît pas dans les précédentes préoccupations, elle représente cependant la **3^{ème} thématique la plus importante aux yeux des jeunes qui pourraient les inciter à choisir un·e candidat·e plutôt qu'un·e autre**. En effet, la crise sanitaire dans laquelle est plongé le pays depuis plus de deux ans a mis en exergue l'importance de la santé pour les français·e-s. Cette préoccupation n'épargne pas les jeunes qui en font un enjeu crucial pour ces élections.

De nombreuses inégalités territoriales ou financières existent dans l'accès aux soins. Il est ainsi vital de **renforcer l'accès à la santé pour l'intégralité des jeunes**, de **lutter contre le renoncement aux soins** et de leur offrir un véritable parcours de soins coordonné et complet. Cela passe par une politique ambitieuse de protection santé permettant à chaque jeune de bénéficier des soins dont il ou elle a besoin. Ainsi, les étudiant·e-s bénéficiaires d'une bourse sur critères sociaux, mais également les jeunes bénéficiant du Contrat d'engagement jeune, doivent pouvoir **bénéficier de la complémentaire santé solidaire**.

Afin d'augmenter l'offre de soins et le service rendu notamment au public étudiant, d'allier soins et prévention et d'offrir un parcours de santé de proximité, la FAGE prône une **évolution des Services de Santé Universitaires** en tant que réels acteurs de la santé des étudiant·e-s, c'est-à-dire vers des structures d'exercice coordonné. La pratique du tiers-payant et de tarifs opposables pourront lever certaines barrières financières. La santé mentale des jeunes doit devenir une priorité de la prochaine mandature. Pour que des réponses systémiques soient construites, la FAGE demande le lancement d'un plan national pour la santé mentale des étudiant·e-s et des jeunes.

III. UNE JEUNESSE PRÊTE À SE FAIRE ENTENDRE EN 2022

A l'approche des élections présidentielle et législatives, centrales dans notre démocratie, les programmes et allocutions des différent·e·s candidat·e·s occupent à raison une place prépondérante dans le débat public et médiatique. Pour autant, cette période charnière est marquée par un véritable **décalage entre les priorités mises en avant dans le débat public et les priorités des millions de jeunes pour ces élections** : c'est en effet **plus d'1 jeune sur 2 qui pense que ses préoccupations ne sont pas prises en compte dans les débats de la campagne électorale actuelle**. Les priorités des jeunes français·e·s, et notamment les sujets qui impactent leur vie quotidienne, sont les grandes oubliées des déclarations des candidat·e·s et des débats présidentiels.

Les jeunes ont **du mal à s'identifier aux sujets portés par les responsables politiques** et par les candidat·e·s à l'élection présidentielle. Malgré un intérêt certain et une soif de participer à la démocratie, on observe chez les jeunes un sentiment de lassitude quant au traitement répété et incessant des sujets tels que l'immigration et la sécurité, alors mêmes que d'autres sujets, primordiaux et vitaux dans la vie des jeunes, sont ignorés, parfois incompris.



Pourtant présentée comme la grande cause du quinquennat, 68% des jeunes pensent que le sujet de la lutte contre les violences faites aux femmes n'est pas assez pris en compte dans le débat public.

Aujourd'hui, ce sont **66% des jeunes qui estiment que les responsables politiques ne se préoccupent pas assez de notre génération**. Aux dernières élections régionales, les électeur·trice·s de plus de 65 ans ont pesé 1,5 fois leur poids démographique dans les urnes quand la moitié des moins de 35 ans, en âge de voter, ne se sont pas exprimé·e·s relatent Vincent Tiberj et Tristan Haute, codirecteurs du livre *Extinction de vote ?*. Ainsi est-il faux de dire que la jeunesse est absente des discours, mais pour beaucoup d'entre elles et eux, elle n'en est pas la cible mais c'est bien leurs parents ou grands-parents. Dans ce contexte, les responsables politiques priorisent les électeur·trice·s se rendant aux urnes, au détriment des jeunes. Il est urgent que les politiques mises en place soient en adéquation avec les ambitions et les priorités des jeunes de ce pays, ce ne sera que par là que nous réduirons le malaise démocratique.



“

Je trouve qu'on nous considère plus comme un public à charmer et à récupérer, qu'on nous prend comme crédules, et qu'on ne nous considère pas vraiment. **Ce dont j'ai envie c'est qu'on nous parle de vrais sujets.**

Ana, 23 ans, jeune active à Paris

”

Les jeunes sont pour autant un public à part entière dans notre société et dont les aspirations doivent être entendues.

Les dernières élections départementales et régionales de 2021 ont connu un taux d'abstention record dans l'histoire de la Vème République. La raison de ce malaise démocratique est à la fois le **manque évident d'importance accordée aux priorités des jeunes**, mais également le **peu d'information et de communication autour des compétences des différents conseils** pour lesquels nous venons à nous exprimer. C'est le cas pour les élections législatives, marquées par une forte abstention. **Aujourd'hui, seul 1 jeune sur 2 déclare savoir que se tiennent les élections législatives en juin 2022.** Cette situation est aujourd'hui la grande problématique de la jeunesse, à l'heure où les responsables politiques s'intéressent peu aux priorités de la jeunesse car c'est un public qui se mobilise moins en période d'élection, les jeunes sont quant à elles et eux de plus en plus éloigné-e-s des responsables politiques car ils et elles ont le sentiment d'être laissé-e-s pour compte. Ce cercle vicieux installe la jeunesse dans cette tourmente démocratique sans précédent et il est de la responsabilité des candidat-e-s de mettre sur le devant de la scène ces sujets cruciaux.

Malgré cette rupture entre les jeunes et les politiques, la jeunesse se dit prête à se déplacer aux urnes les 10 et 24 avril prochains. **En effet, 8 jeunes sur 10 ont l'intention d'aller voter**, un chiffre qui reste cependant à nuancer puisque **seulement 49% des jeunes se disent certain-e-s d'aller voter.**



Une grande majorité (**63%**) **pense que voter est le meilleur moyen de changer les choses.**

Globalement, l'intérêt pour la campagne électorale actuelle est mitigé chez les moins de 30 ans, mais particulièrement marqué chez les étudiant-e-s.

Même si leur intention de vote demeure moins élevée que pour les étudiant·e·s, les jeunes à la recherche d'un emploi se disent pour **71% d'entre elles et eux prêt·e·s à aller voter.**

Quelle que soit leur situation, les jeunes français·e·s sont conscient·e·s de la nécessité de se mobiliser par les moyens qui sont à leur disposition afin de faire entendre leur voix, sur des sujets qui ne sont pourtant pas toujours en lien avec les priorités de la classe politique ou même de la population générale.

Les jeunes sont donc un public qui se sent peu écouté, mais qui reste convaincu qu'il est important d'exprimer son avis à travers le vote lors de la prochaine élection présidentielle. Cependant, une grande part de cette population, souvent investie épisodiquement dans les échéances électorales, **voit la prise en compte des thématiques prioritaires des jeunes comme condition pour se rendre à l'urne dans quelques semaines.**

Ces thématiques importantes pour le vote de la jeunesse et peu audibles actuellement dans le débat démocratique sont véritablement en adéquation avec leurs grandes préoccupations actuelles. En premier lieu, **37% des jeunes considèrent que le pouvoir d'achat est l'un des thèmes qui pourra les inciter à choisir un·e candidat·e plutôt qu'un·e autre.**

Viennent à la suite les sujets du climat et de l'environnement qui seront décisifs dans le vote des jeunes : **pour 32% d'entre elles et eux, le climat et l'environnement** sont l'un des thèmes qui pourra les inciter à choisir un candidat plutôt qu'un·e autre. Ce ressenti est d'autant plus fort quand on regarde de plus près cette question pour les étudiant·e·s qui sont près de **39% à voir ce sujet comme déterminant.**

“ **Pour moi le climat ça va être décisif oui.** Quand je vois que tous les signaux sont au rouge, qu'il se passe plein de catastrophes dans le monde à cause du réchauffement climatique, qu'il y a plein de scientifiques qui le démontrent, avec le rapport du GIEC par exemple, et qu'on en parle à peine, ça me rend fou ! Je comprends pas qu'on puisse **s'attarder sur des questions futiles au lieu d'agir contre l'urgence climatique** alors que la planète est en train de crever.

Romain, 26 ans, en recherche d'emploi à Lyon





Enfin, le troisième sujet prioritaire chez les jeunes pour cette campagne est la santé puisqu'ils et elles sont **30% pour qui la santé** est l'un des thèmes qui pourra les inciter à choisir un-e candidat-e plutôt qu'un-e autre.

Ces priorités soulevées par la jeunesse ne doivent pas être ignorées car elles sont en phase avec leurs préoccupations actuelles et les enjeux à la veille d'une élection essentielle à leur avenir.

Le constat fait est aussi saisissant puisqu'un certain nombre de sujets prioritaires pour les jeunes tournent autour de la notion cruciale des inégalités sociales. Que ce soit sur la santé, l'emploi, ou même le logement, ces problématiques revêtent une importance toute particulière pour les jeunes. La situation endurée depuis le début de la crise sanitaire par les étudiant·e·s et les jeunes laisse les **stigmates d'une fracture importante entre la société française et sa jeunesse**.

CONCLUSION

Éprouvée mais déterminée, la jeunesse ne veut rester silencieuse et passive face à la cacophonie médiatique de l'élection présidentielle de 2022. Consciente des défis et forte de ses préoccupations, elle ne demande qu'à investir le débat public avec des enjeux décisifs, tels que le pouvoir d'achat, l'environnement, la santé mais aussi les inégalités sociales.

Le risque d'engager la France dans une *démocratie des seniors*, détachant les jeunes de la démocratie et de ses institutions, serait une grave erreur, et doit être rectifié au plus vite.

La FAGE interpelle les candidat·e·s aux élections présidentielle et législatives : 2022 ne doit pas être l'année d'une jeunesse oubliée, incomprise et méprisée. Les jeunes sauront se mobiliser afin de faire entendre leurs voix, valoir leurs droits, et construire la société de demain.

Il est assuré que les jeunes sont engagé.e.s, et bien que cet engagement ne soit pas toujours exprimé par le vote, la jeunesse reste une population prête à s'investir à *ceci près qu'ils puissent peser, comme les autres couches de la population, dans le débat démocratique*. L'avenir du pays n'attend plus que la considération pour passer à l'acte.

Élections **2022** :

Vers une

JEUNESSE

oubliée ?

ENQUÊTE FAGE - IPSOS

Qu'est-ce que la FAGE ?

La Fédération des associations générales étudiantes – FAGE – est la plus importante organisation de jeunes en France. Fondée en 1989, elle assure son fonctionnement sur la démocratie participative et regroupe près de 2 000 associations et syndicats, soit environ 300 000 étudiant-e-s.

La FAGE a pour but de garantir l'égalité des chances de réussite dans le système éducatif. C'est pourquoi elle agit pour l'amélioration constante des conditions de vie et d'études des jeunes, en déployant des activités dans le champ de la représentation et de la défense des droits. En gérant des services et des œuvres répondant aux besoins sociaux, elle est également actrice de l'innovation sociale.

La FAGE est reconnue organisation étudiante représentative par le ministère en charge de l'Enseignement supérieur. Indépendante des partis, des syndicats de salarié-e-s et des mutuelles étudiantes, elle base ses actions sur une démarche militante, humaniste et pragmatique. Partie prenante de l'économie sociale et solidaire, elle est par ailleurs agréée jeunesse et éducation populaire par le ministère en charge de la Jeunesse.

À travers la FAGE, les jeunes trouvent un formidable outil citoyen pour débattre, entreprendre des projets et prendre des responsabilités dans la société.

Cécile Thevenet

Attachée de presse

06 75 33 79 30

presse@fage.org